



NOS PROJETS 2023



**Développement
solidaire**

Éditorial

2

Chers adhérents,

La crise sanitaire s'est progressivement éloignée, laissant place à d'autres crises qui font appel à de nouveaux besoins de solidarité. Pour autant, les aides à la sécurité alimentaire, à l'éducation et à l'accès aux soins essentiels restent prioritaires dans un contexte de paupérisation croissante.

0

C'est pour cela que nous continuons sans cesse à nous donner les moyens d'agir !

Cette année, votre générosité permet à notre association de retrouver progressivement un niveau de ressources d'avant crise sanitaire. Nous avons ainsi la possibilité de financer 11 projets pour un total de 141 510 €, ce qui représente une augmentation de 18 % par rapport à 2022.

2

Des projets qui cette année présentent quelques particularités. En effet, ceux dans le domaine de la santé concernent tous l'accès à l'eau potable et l'assainissement, démontrant si besoin est l'importance de ce besoin central.

3

Par ailleurs trois projets d'économie locale impliquent des groupements agricoles de femmes, et sont menés au profit de femmes, marquant bien notre volonté de mettre l'accent sur cette dimension. Enfin, dix des onze projets se situent en Afrique, ce qui constitue un record.

Ces actions toujours aussi essentielles pour les populations bénéficiaires, ce sont les vôtres : elles ne sont possibles que grâce à votre présence à nos côtés, et nous vous en remercions avec toujours autant de sincérité.

Et de solidarité !

Nathalie Tubiana,
présidente

Les projets financés par l'association en 2023

Conditions d'éligibilité des projets

- L'opérateur doit être une ONG française ayant au moins trois années d'activité
- Le projet doit se situer dans un pays éligible à l'aide publique au développement, définie par l'OCDE
- Les projets, de petite ou moyenne dimension, doivent être adaptés aux conditions du développement local (en fonction du climat, du contexte politique, économique et social, utilisation de matériaux et/ou du savoir-faire local...)
- Les habitants doivent être partie prenante à la réalisation du projet (don de terrain, participation financière ou technique, responsable local...)
- L'autonomie de la communauté concernée doit être assurée au terme du projet

Les modalités de financement

- Le montant maximum de la contribution de CDC Développement solidaire est fixé à 15 000 €
- L'opérateur doit assurer un autofinancement de son projet à hauteur de 15 %
- Le solde doit être pris en charge dans le cadre d'un partenariat diversifié
- Les modalités de versement sont précisées dans la convention de partenariat, généralement :
 - 50 % au démarrage des travaux
 - 40 % à la réception d'éléments significatifs permettant de vérifier l'avancement du projet (factures, rapport intermédiaire, photos, témoignages...)
 - 10 % à la réception du bilan du projet assorti d'indicateurs de performance

MAURITANIE

commune de Nouadhibou, capitale économique, nord-ouest de la Mauritanie

Construction et réhabilitation de sanitaires dans 8 écoles publiques

SANTÉ



PROJET

Seuls 33 % des établissements scolaires mauritaniens, en moyenne, possèdent un système d'assainissement. Dans les neuf établissements secondaires de Nouadhibou, capitale économique du pays, on compte un sanitaire pour plus de 200 élèves, la plupart insalubres. Cela provoque de nombreuses maladies et cela renforce l'absentéisme, principalement chez les filles.

Hamap Humanitaire, qui a déjà porté un projet similaire il y a trois ans avec des ONG locales dans des écoles primaires de la ville, projet soutenu par CDC Développement solidaire, va intervenir dans 8 des 9 écoles secondaires publiques de la ville, qui accueillent des jeunes

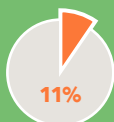
issus de classes sociales très modestes et vivant dans une grande précarité. 104 blocs sanitaires vont ainsi être construits et rénovés dans 4 collèges et 4 lycées, avec toilettes et lave-mains intégrés. Une campagne de sensibilisation à l'hygiène ainsi qu'à l'entretien des sanitaires sera menée non seulement auprès des élèves, mais également auprès des enseignants et des parents d'élève, et chaque école sera dotée d'un comité de gestion. Ce chantier va bénéficier à plus de 9 000 personnes, collégiens lycéens et enseignants. Et notamment aux filles, qui représentent 53% des effectifs dans chaque établissement.

OBJECTIF

- Améliorer l'assainissement dans les écoles
- Réduire les maladies diarrhéiques
- Favoriser la scolarisation des filles

NATURE DE L'INVESTISSEMENT

- Construction de 48 blocs sanitaires en béton
- Réhabilitation de 56 blocs sanitaires



15 000 €
sur un budget
de 133 200 €

ASSOCIATION PARTENAIRE

Hamap Humanitaire

SÉNÉGAL

village de Sinthiang Galleh, commune de Némataba, Casamance

Accès à l'eau potable et à l'assainissement dans un village

SANTÉ



PROJET

Au Sénégal, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement demeure très inégal suivant les régions, malgré de gros efforts entrepris par les autorités. La commune rurale de Némataba et ses 36 villages illustre cette disparité : les 12 221 habitants ont un taux d'accès de 1 % à ces ressources, contre 80 % au niveau national. Les retombées sont bien entendu néfastes pour la population : explosion des maladies hydriques, forte mortalité infantile, difficiles corvées d'eau pour les femmes et les jeunes filles auprès de puits lointains et insalubres. L'UDCRN mène alors un programme de longue haleine sur cette commune rurale, et la phase du projet actuel concerne 430

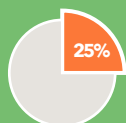
personnes (dont les 46 élèves de l'école primaire) dans le village de Sinthiang Galleh. L'objectif ? Proposer un réseau public d'eau potable et d'assainissement performant et abordable pour la population. Concrètement, seront installés un forage et une pompe à énergie solaire, ainsi que des bornes fontaines et des blocs sanitaires publics, avec raccordement direct pour l'école primaire. Enfin, afin de rentabiliser les investissements réalisés, les habitants pourront également utiliser le réseau pour alimenter leur bétail (des bovins) ainsi qu'un périmètre maraîcher, qui sera exploité par les villageoises.

OBJECTIF

- Améliorer la santé des villageois
- Diminuer l'absentéisme scolaire, notamment chez les filles
- Supprimer les corvées d'eau

NATURE DE L'INVESTISSEMENT

- Construction d'un forage + château d'eau
- Installation d'une pompe solaire
- Création de bornes fontaines et blocs sanitaires publics



15 000 €
sur un budget
de 59 410 €

ASSOCIATION PARTENAIRE

UDCRN (Union au Développement de la Communauté rurale de Némataba)

CAMBODGE

Kampong Thom, à côté de Phnom Penh,
centre

SANTÉ



**Construction d'un water kiosk
(traitement et distribution d'eau)**

PROJET

84 % de la population rurale cambodgienne n'a toujours pas accès à l'eau potable, tandis que les maladies hydriques sont une des premières causes de mortalité dans le pays, surtout chez les enfants. Pour boire une eau saine, les familles doivent la faire bouillir avec du charbon, solution à la fois coûteuse et nuisible pour l'environnement.

1001 Fontaines a alors eu une idée simple, économique et peu énergivore : construire en zone rurale des water kiosk, bâtiments d'environ 50 m² gérés par les communes, équipés de pompes et panneaux solaires, et divisés en 3 parties. Une zone de prétraitement où l'eau pompée est nettoyée des

particules lourdes, grâce des microfiltres et une lampe à rayonnement UV ; une zone de traitement et de remplissage des bonbonnes, où l'eau est rendue potable puis mise en bonbonnes de 20 litres immédiatement scellées; et une zone de nettoyage des bonbonnes, afin de les réutiliser. Le projet soutenu vise à déployer un nouveau water kiosk, qui permettra à 10 000 habitants proches de la capitale d'accéder à un réseau d'eau potable pérenne, peu coûteux et proche de leur domicile. Parmi eux, 3 000 personnes seront des utilisateurs quotidiens.

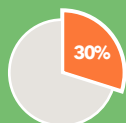
D'ici à 2024, 447 water kiosk seront implantés dans toutes les communes de plus de 10 000 habitants du pays.

OBJECTIF

- Offrir un accès peu coûteux à l'eau potable
- Réduire les maladies hydriques
- Couvrir à terme 100% des communes de + de 10 000 habitants

NATURE DE L'INVESTISSEMENT

- Construction du local
- Achat de microfiltres, lampe à UV, pompes, cuves
- Installation de panneaux solaires



12 000 €
sur un budget
de 40 000 €

ASSOCIATION PARTENAIRE

1001 Fontaines

TOGO

canton de Davie, à 30 km de Lomé, sud

SANTÉ



Accès à l'eau potable pour un village

PROJET

La population rurale togolaise manque largement d'accès à l'eau potable (les deux-tiers en est privée), et seulement 8% des ménages a accès à l'assainissement. Ainsi, les 12 000 habitants du canton de Davie consomment de l'eau viciée, provenant de réserves ouvertes, creusées à la main. Conséquence, la population souffre de nombreuses maladies hydriques, et particulièrement les enfants. La source d'eau potable la plus proche se situe à 6 km, et bien plus loin en période de sécheresse. Ce sont les femmes et les jeunes filles qui font ces longues corvées d'eau - le taux de scolarisation des filles en pâtit, et ne dépasse pas 10 %.

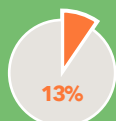
L'antenne togolaise d'Avunid, avec le soutien actif de la commune, va alors construire six forages équipés de pompes solaires à proximité des habitations. Un comité d'usagers et six comités de gestion des points d'eau vont être créés, ces derniers afin de récolter les cotisations (modiques) auprès des usagers et d'assurer la maintenance des ouvrages prévus. Le village s'est également engagé à fournir des matériaux pour la construction des forages et de la main d'œuvre bénévole. Des campagnes de sensibilisation sur l'hygiène et la prévention des maladies hydriques viendront compléter le dispositif, vital pour tout le canton.

OBJECTIF

- Assurer l'accès durable à l'eau potable aux habitants
- Diminuer les maladies hydriques
- Réduire les corvées d'eau des femmes et des filles

NATURE DE L'INVESTISSEMENT

- Travaux de forage
- Installation de pompes solaires
- Construction de réservoirs et de 6 bornes fontaines



8 000 €
sur un budget
de 61 545 €

ASSOCIATION PARTENAIRE

Avunid (Association des volontaires unis pour le développement au Togo)

BURKINA FASO

commune de Tenado, province de Sangui, centre-ouest

Rénovation d'une école de village

ÉDUCATION



PROJET

Au Burkina Faso, un des pays les plus pauvres du monde - 45% de la population vit sous le seuil de pauvreté -, le gouvernement n'a pas les moyens d'assurer les investissements nécessaires pour accueillir les élèves dans de bonnes conditions, notamment en cette période troublée. En effet de nombreux enfants de familles déplacées en raison des conflits, sont accueillis dans des classes déjà surchargées et vétustes.

Un grand nombre d'écoles primaires s'apparentent à de simples paillottes, et les bâtiments en dur sont en très mauvais état. Le village de Koukouldi, fort de 7 643 habitants, illustre bien cette problématique. Une des trois

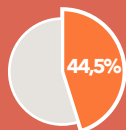
écoles primaires, qui compte 569 élèves et 13 enseignants, a besoin de gros travaux : charpente en bois endommagée, toit laissant passer l'eau et menaçant de s'envoler en cas de tempête, murs fissurés. *Afidesa*, qui a déjà rénové et construit de nombreuses écoles et latrines dans cette province du Sanguié - avec le soutien de notre association pour un programme - propose un projet modeste mais essentiel : remettre à neuf le bâtiment, refaire l'installation électrique existante, rénover des tables-bancs et acheter du matériel pédagogique. Les parents participeront aux travaux et assureront dans la durée l'entretien des salles de classe.

OBJECTIF

- Améliorer les conditions de scolarité des enfants
- Favoriser le passage en 6e des enfants
- Encourager la scolarisation des filles

NATURE DE L'INVESTISSEMENT

- Achat de matériaux de construction, de couverture et de charpente
- Réfection de l'installation électrique
- Réparation de tables bancs
- Achat de fournitures scolaires



8 000 €
sur un budget
de 17 929 €

ASSOCIATION PARTENAIRE

Afidesa

NIGER

village d'Echkar Sabo, région d'Agadez,
centre

**Construction d'une école en dur pour
un village touareg**

ÉDUCATION



PROJET

En plein cœur du Sahel, le Niger peine à fournir les services essentiels à sa population, rurale à 84%, que ce soit l'accès à l'eau potable, l'assainissement et à l'éducation. Le village d'Echkar Sabo, situé en plein désert du Tadress, compte 2 000 habitants et n'échappe pas à ces difficultés. Il est desservi uniquement par une piste en mauvais état, chaque famille dispose d'à peine un euro par jour pour vivre, seuls quelques-uns possèdent un peu de bétail. De plus, les enfants étudient sous une tente, et souffrent alors de très fortes chaleurs. *Les Puits du Désert*, soutenue par CDC Développement solidaire depuis plusieurs années, intervient depuis

bientôt vingt ans auprès des Touaregs dans cette région, via une ONG locale partenaire de longue date. Elle a été sollicitée par le chef du village, appuyé par les parents d'élèves. Il s'agit de construire une école en dur, équipée d'un magasin de stockage pour la cantine, et de latrines. Un logement pour l'enseignant et sa famille est également prévu, indispensable, le village étant très isolé. Les habitants s'investissent dans le projet : le chef du village a fait don du terrain, les adultes s'engagent à nourrir les ouvriers pendant les travaux et à entretenir l'école et les latrines ensuite. 40 enfants bénéficieront de cet équipement.

OBJECTIF

- Améliorer la scolarité des élèves
- Améliorer l'hygiène des enfants

NATURE DE L'INVESTISSEMENT

- Achat et transport des matériaux
- Construction de 2 bâtiments (école et magasin de stockage, logement)
- Construction d'un bloc de latrines



14 000 €
sur un budget
de 34 430 €

ASSOCIATION PARTENAIRE

Les Puits du Désert

MALAWI

banlieue proche de Lilongwe, capitale



ÉDUCATION

Extension d'une école primaire dans une banlieue défavorisée

PROJET

Pays d'Afrique australe fortement enclavé, sans accès à la mer et essentiellement agricole, le Malawi peine à diversifier et à développer son économie, marquée par un Etat dirigiste mais peu efficace. Le taux de pauvreté atteint 75 %, et seuls 22 % des élèves achèvent leur parcours scolaire avec un diplôme. C'est le cas des jeunes habitant les banlieues défavorisées de la capitale Lilongwe, frappées par le chômage, telle celle où se déroule le projet. Les parents des enfants de ce quartier exercent de petits métiers précaires et peu rémunérés, les écoles sont surpeuplées, les jeunes désœuvrés s'engagent dans la criminalité et la drogue.

Dans ce contexte, *Partenaires* va agrandir une école primaire existante, qui ne peut plus accueillir dans de bonnes conditions les nombreux enfants des environs. Un nouveau bâtiment verra le jour, avec 3 salles de classe, un bureau, une infirmerie ; sans oublier onze latrines, dont six pour les filles, ce qui va encourager leur scolarisation. Les familles vont participer aux travaux, fournir l'eau aux ouvriers et assurer la surveillance du chantier. Ces nouveaux équipements permettront aussi aux 900 élèves de poursuivre leur cursus scolaire dans un même lieu, proche de leur domicile - un gage de stabilité pour eux et leurs familles.

OBJECTIF

- Améliorer la scolarité des enfants
- Diminuer le taux d'illettrisme
- Réduire la violence entre jeunes, notamment envers les filles

NATURE DE L'INVESTISSEMENT

- Achat des matériaux pour la construction d'un bâtiment
- Construction de 11 latrines (dont 6 pour les filles)



12 050 €
sur un budget
de 33 000€

ASSOCIATION PARTENAIRE

Partenaires

BÉNIN

commune d'Adjarra, département de l'Ouémé, sud-est

Maraîchage féminin et irrigation

ÉCONOMIE
LOCALE



PROJET

L'agriculture représente un secteur clé de l'économie béninoise : elle occupe plus de la moitié de la population active, produit 20 % du PIB et fournit 75% des recettes de l'exportation, grâce notamment à la filière du coton. A plus petite échelle, la commune d'Adjarra s'est dotée d'un plan de développement du secteur agricole, pour ses 97 400 habitants.

Un des volets de ce plan, accompagné par le Gref, consiste à améliorer le travail et la production d'un groupement de 35 maraîchères de la commune, qui cultivent de nombreux fruits endémiques (arbre à pain, cacaoyer, manguiier, grenadier, etc) et des légumes (laitue, carotte, basilic, amarante, concombre, etc).

Une parcelle pilote a été créée, sur près de 3 000 m². La phase du projet financée par CDC Développement solidaire prévoit l'installation d'une station de pompage photovoltaïque et d'un système d'irrigation spécifique pour le maraîchage. Les avantages de ce système ? Il utilise une énergie renouvelable respectueuse de l'environnement, fait baisser les coûts de production, et améliore les conditions de travail des femmes.

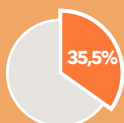
Les agricultrices du groupement seront formées à l'usage et à l'entretien des nouvelles installations, tandis que le personnel de la mairie en assurera la maintenance. Et les récoltes en légumes approvisionneront, notamment, la cantine scolaire.

OBJECTIF

- Renforcer les compétences des femmes
- Développer la production maraîchère
- Augmenter la sécurité alimentaire de la commune

NATURE DE L'INVESTISSEMENT

- Installation d'une station de pompage solaire
- Création d'un système d'irrigation



12 460 €
sur un budget
de 35 040 €

ASSOCIATION PARTENAIRE

Gref (Groupement des
Educateurs sans Frontières)

BÉNIN

commune de Dassa-Zoumé,
département des Collines, centre-sud

**Maraîchage féminin et agroécologie
pour les jeunes**

**ÉCONOMIE
LOCALE**



PROJET

34% de la population rurale de Dassa-Zoumé vit avec moins de 2 USD par jour. Elle dépend entièrement de l'agriculture et affronte plusieurs difficultés : parcelles de très petite surface, baisse de fertilité des sols à cause de l'érosion pluviale et de la déforestation, diminution de la ressource en eau due au dérèglement climatique...

Notre association est sollicitée par Codegaz, partenaire de longue date, pour accompagner la première phase d'un ambitieux projet, en direction des femmes vulnérables et des jeunes, filles et garçons, diplômés mais sans emploi. Le programme va se dérouler sur deux ans. Il s'agit de créer un périmètre

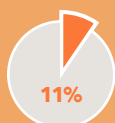
pilote sécurisé de 20 ha, destiné à accueillir durablement : un maraîchage qui sera exploité et géré par 50 femmes, des champs agroécologiques qui seront exploités, transformés et gérés par 20 jeunes entrepreneurs. Le tout assorti de sessions de formation, de professionnalisation et de diffusion des bonnes pratiques pour les bénéficiaires, qui seront accompagnés tout au long de leur parcours. Ce programme permettra ainsi à des femmes et des jeunes motivés de produire toute l'année une agriculture locale de qualité, et rémunératrice - il existe une forte demande des villes pour ce type de produits. L'expérience a vocation à essaimer dans le pays.

OBJECTIF

- Améliorer durablement le niveau de vie de femmes vulnérables
- Favoriser la création d'emplois rémunérés et non délocalisables pour les jeunes

NATURE DE L'INVESTISSEMENT

- Creusement d'un réseau de stockage des eaux
- Installation d'une pompe solaire
- Construction de 5 bassins (pour puiser l'eau d'arrosage)



**15 000 €
sur un budget
de 137 200 €**

ASSOCIATION PARTENAIRE

Codegaz

BÉNIN

Porto-Novo, capitale

Une filière de production pour un biocombustible performant et abordable

ÉCONOMIE LOCALE



PROJET

95% des ménages béninois utilisent le charbon de bois pour cuisiner. Or cette énergie produit une catastrophe écologique (le Bénin est le 4e pays le plus affecté par la déforestation) et cause de graves maladies.

Gbobetô, avec son antenne locale, a lancé le plan Energie verte, dans la capitale Porto Novo et ses environs, afin de produire, à partir de déchets organiques agricoles, un biocombustible alternatif au charbon, qui soit efficace, sain et peu onéreux. Des groupements agricoles récoltent la matière première pour fabriquer les briquettes de biomasse, produites par une presse à briquettes, des groupements de potières confectionnent les foyers améliorés.

Notre association va financer la seconde phase de ce programme : augmenter la production de briquettes, fabriquer 200 foyers par mois d'ici à 2024, faire connaître les atouts de ce nouveau biocombustible auprès des potentiels utilisateurs, enfin tisser un large réseau de revendeurs, sélectionnés parmi les populations précaires, c'est-à-dire les acheteurs cibles.

Ce projet touche plus de 3 435 bénéficiaires, directs (1 325 potières et agriculteurs) et leurs familles. Et plus largement, les populations à faible revenu du Grand Porto-Novo, qui pourront cuisiner avec un combustible peu onéreux et moins nocif pour la santé.

OBJECTIF

- Produire un biocombustible efficace et peu coûteux
- Fabriquer des foyers améliorés abordables
- Proposer aux plus démunis un mode de cuisson abordable et sain

NATURE DE L'INVESTISSEMENT

- Achat d'équipements pour les machines de production et le séchoir solaire des déchets organiques
- Achat de matériel pour les foyers de cuisson



15 000 €
sur un budget
de 117 810 €

ASSOCIATION PARTENAIRE

Gbobetô

MADAGASCAR

commune d'Ambesisika, région de Boeny

Electricité photovoltaïque et station collective de recharge pour une commune

ÉCONOMIE
LOCALE



PROJET

A Madagascar, les besoins en électrification rurale sont criants : seuls 11 % des ménages y ont accès, contre 70 % des ménages en milieu urbain. Concrètement, plusieurs millions de ruraux vivent dans le noir, et la qualité des soins et de l'éducation s'en trouve fortement diminuée.

A titre d'exemple, la commune d'Ambesisika et ses 15 000 habitants ne possèdent aucun raccordement au réseau électrique. La mairie, les services administratifs, la gendarmerie, l'école primaire et ses 400 élèves, ainsi que le collège (160 élèves) fonctionnent au ralenti, à la lumière du jour.

Présente depuis plus de trente ans à Madagascar, *Electriciens sans Frontières*

y déploie une solide expérience en matière d'accès à l'électricité. Ici, une centrale de production photovoltaïque sera installée, ainsi que des équipements électriques pour les différents bâtiments publics, notamment la mairie et ses services, et les écoles. Par ailleurs, afin d'améliorer le quotidien des habitants, un kiosque public de recharge pour les téléphones et de location de lampes rechargeables, va être construit. Après la mise en service des équipements, ceux-ci seront rétrocédés à la commune, qui en assurera la gestion, l'exploitation et la maintenance - sur ce dernier volet, ESF assurera la formation.

OBJECTIF

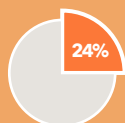
- Offrir un meilleur enseignement des élèves
- Proposer un meilleur service public aux administrés
- Améliorer les conditions de vie quotidienne

NATURE DE L'INVESTISSEMENT

- Installation d'une centrale photovoltaïque
- Équipements électriques intérieurs des bâtiments
- Création d'une station publique de recharge (téléphones, lampes)

ASSOCIATION PARTENAIRE

Électriciens sans Frontières



15 000 €
sur un budget
de 61 500 €

L' impression de ce livret sur papier recyclé
est réalisée gracieusement pour
CDC Développement solidaire par
le service Imprimerie de la Caisse des Dépôts.





L'association apporte un soutien financier
à la réalisation de projets de solidarité internationale :
santé, éducation, développement local.

cdcdeveloppementsolidaire.org



Association loi 1901
56 rue de Lille - 75356 PARIS 07 SP
cdcdeveloppementsolidaire@caissedesdepots.fr

